

GUTENBERG LA FIBRE 2026

LE BULLETIN DE LA SECTION DES RETRAITÉS

▶ **1995** : Bolloré
dilapide JOB
et abandonne
son activité industrielle

▶ **2026** : Bolloré
et les oligarques
diffusent leurs idéologies



SOMMAIRE

- ▶ EDITO 3
- ▶ CONFÉRENCE/DÉBAT
LE GROUPE BOLLORÉ : PRÉDATEUR
AUSSI DES PAPETERIES JOB... 5
- ▶ CONGRES DU SILPAC-CGT
DE TOULOUSE 8
- ▶ SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT
RAPPORT FINANCIER 12
- ▶ MOUVEMENTS SOCIAUX 2025
« 2025 : LA COLÈRE PERSISTE,
LES LUTTES S'ORGANISENT » 14
- ▶ AU PARLEMENT : COMPROMIS
OU COMPROMISSION. 18
- ▶ DÉSINDUSTRIALISATION
URGENCE 20
- ▶ SOLIDARITE AVEC NOS CAMARADES
DES PAPÈTERIES CONDAT (PÉRIGUEUX)
..... 22
- ▶ SYNDICAT CGT
FIBRE EXCELLENCE 24
- ▶ COLÈRE DANS
LA PRESSE ÉCRITE PAPIER 25
- ▶ LETTRE OUVERTE AU MEDEF 27
- ▶ RÉPRESSION SYNDICALE
TOUS AZIMUTS 29
- ▶ CAMPING LE NAVARRE. 30
- ▶ TLC OCCITANIE :
COMMENT UTILISER
VOS CARTES D'ADHÉRENT ? 35

Connectez-vous sur votre site internet:
<http://www.silpac31-lesamis.com>

Pour toute l'actualité sociale
professionnelle et générale allez sur le site:
<http://www.filpac-cgt.fr/>

Pour tous contacts, notre adresse mail:
silpac31cgt.retraites@orange.fr



Bulletin réalisé par la section retraité du silpac-cgt 31,
animé par J. Filouse et J.-P. Combebiac,
financé par la cotisation syndicale.

Conception - réalisation : réalisée de façon militante
par Sandrine Bellin

Photos : D.R. - Illustrations : Rust / FILPAC-CGT

Impression : par nos soins

Nombre de tirage : 70 exemplaires

[ÉDITO



2026 : Quand les oligarques menacent la paix et la démocratie.

Chaque année, les classements des grandes fortunes montrent la même réalité : jamais les milliardaires ne se sont autant enrichis. Et jamais ils n'ont eu autant d'influence sur nos vies, nos emplois, nos droits. Pendant que les réformes fiscales leur déroulent le tapis rouge, les inégalités explosent et les services publics s'effritent. Dans nos démocraties, les plus riches continuent de peser sur les décisions politiques au lieu que la richesse soit redistribuée au bénéfice de toutes et tous.

Face au risque de contestation sociale, une partie de ces élites pousse à un « illibéralisme » qui affaiblit les contre-pouvoirs, attise les peurs et remet en cause les libertés fondamentales. Désinformation, attaques contre les institutions, radicalisation du débat public : tout concourt à détourner l'attention des véritables enjeux, à savoir la concentration des richesses et du pouvoir.

Nous voyons émerger une nouvelle forme d'oligarchie où les milliardaires ne se contentent plus d'influencer la politique : ils cherchent à la diriger directement, parfois en s'appuyant sur les forces les plus réactionnaires. Leur objectif est clair : protéger et développer leurs profits, leurs rentes et leur pouvoir, au détriment des besoins des peuples et de l'autodétermination démocratique.

De Poutine à Musk, les oligarques des temps modernes et les super-riches d'aujourd'hui gouvernent des pays, fixent les programmes politiques – et prospèrent en période de troubles. Les « oligarques du business » comme Elon Musk transforment la richesse en pouvoir politique, tandis que des « oligarques politiques » font l'inverse. Vladimir Poutine illustre très bien ce dernier type en tant que « milliardaire doté d'armes nucléaires ».

La mainmise d'une élite privilégiée sur l'économie mondiale a atteint des sommets autrefois inimaginables. Cette offensive s'appuie sur un levier central : le contrôle des médias par la possession de l'immense majorité de la presse, de la télévision et de la radio et des GAFAM, sans oublier l'édition et sa distribution dans le monopole qu'elles ont acquis.

Cette concentration du pouvoir économique et médiatique constitue une menace directe pour la démocratie sociale. Elle fausse le débat public, affaiblit le pluralisme et réduit la souveraineté populaire. Pendant ce temps, 1 % de la population détient près de la moitié des richesses mondiales, tandis que des milliards d'êtres humains vivent sous le seuil de pauvreté.

En France, nos petits milliardaires français Bernard Arnaud, Bettencourt, Saadé, Dassault, Niel, Stérin, Bolloré, ... contrôlent : 93 % des quotidiens nationaux français, 56,8 % des parts d'audience de la télévision et 50,9 % des parts d'audience des radios.





Le cas Bolloré est emblématique : après avoir sacrifié l'industrie papetière « cigaretière », il a investi massivement dans les médias pour imposer une vision idéologique au service d'un capitalisme autoritaire.

C'est ce que nous avons mis en exergue grâce aux journées « RPL » organisée par le Collectif Job auquel notre syndicat et notre association « les amis de l'Imprimerie et de Job » ont coorganisé cette conférence

Le point de départ a été de remémorer comment, il y déjà 30 ans, Bolloré avait dilapidé le groupe Job pour se désengager de ce secteur industriel pour se concentrer dans la financiarisation et le contrôle des médias. Lors de cette conférence que nous avons animé en collaboration avec le « Collectif Job », qui a connu un grand succès par

l'importante participation des citoyens des Sept-Deniers, nous avons développé ce que Bolloré par sa stratégie lui permettait de revendiquer sur sa forte motivation politique. En développant une idéologie capitaliste néolibérale réfractaire à la souveraineté du peuple, en mettant en avant les thèses d'extrême droite, de racisme et d'intégrisme religieux.

Ce bulletin 2026 va donc y consacrer une petite partie mais nous vous ferons parvenir un numéro spécial pour vous en donner tout le contenu sur lequel tout le monde s'est accordé pour dire qu'il donnait une vision concrète pour mener la bataille d'une « information honnête et pluraliste permettant d'être un bien public », sans interférence de leurs propriétaires, au nom du principe de liberté de la presse, de la vérification des faits et de la protection des sources.

Alors que souhaiter pour 2026 c'est de fortifier nos actions pour gagner la bataille de classe que nous livre les riches et le Medef en refusant par les actions toutes les mesures d'austérité de mise en cause des services publics et de la protection sociale solidaire issue des ordonnances de 1945 et en apportant, dans nos votes citoyens, le choix à une autre société solidaire sur la base des besoins sociaux porteur de paix dans le monde.

Avec nos vœux de bonne santé à toutes et tous et à vos familles pour cette nouvelle année.

Jean-Pierre COMBEBIAC



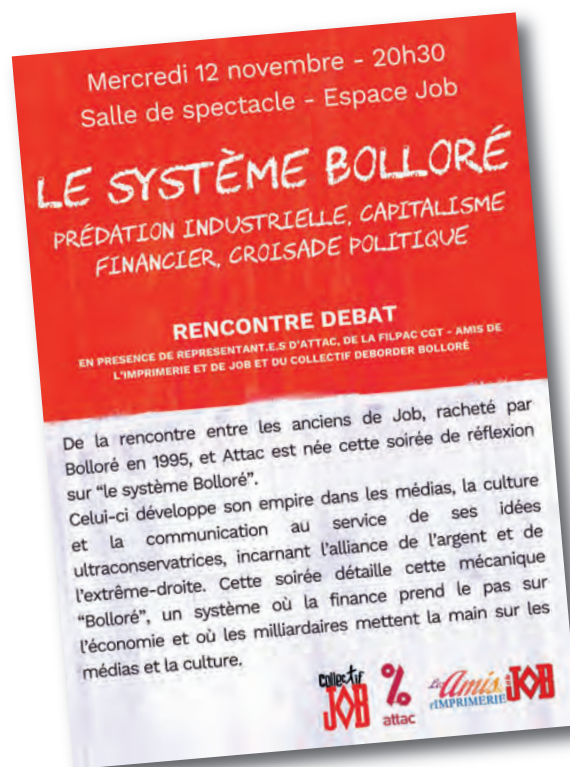
CONFÉRENCE/DÉBAT

LE GROUPE BOLLORÉ : PRÉDATEUR AUSSI DES PAPETERIES JOB

► Le 12 novembre dernier, sur le site JOB de Toulouse, Jean-Pierre Combebiac, ancien dirigeant de la FILPAC-CGT est revenu lors d'une conférence dans le cadre des Rencontres du Papier et du Livre (co-organisé avec le Collectif Job dans lequel il est aussi membre fondateur à travers son association « les Amis de l'Imprimerie et de Job »), sur les conséquences négatives du groupe Bolloré sur l'activité des papeteries JOB. Il a plus précisément dénoncé les méthodes de désengagement industriel, de concentration médiatique, ainsi que l'impact dévastateur des méthodes du milliardaire d'extrême droite sur sa façon de traiter l'information.

Nous reproduisons ci-après des extraits de son intervention.

Le texte complet de cette conférence sera édité au cours du premier trimestre 2026 sur le site de



l'Institut CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées : www.irhs-midi-pyrenees.fr. Il donnera lieu également à la publication d'une brochure sous l'égide de cet Institut et sera mis aussi à disposition du Collectif Job et des adhérents du syndicat.

Un enregistrement du débat sur le Système Bolloré sera, également, prochainement disponible.



« Rappelons que l'usine JOB est fondée en 1838. Elle évolue d'une petite papeterie à un acteur majeur dans le secteur du papier, notamment pour les produits hauts de gamme.

En 1986, Vincent Bolloré acquiert le groupe JOB, imposant à son modèle économique d'entreprise familiale une stratégie boursière agressive. Il utilise des méthodes de prédation financière, vendant des actifs immobiliers sur Toulouse et Perpignan et se débarrassant d'unités de production qu'il considère non stratégique à sa nouvelle politique financière, ce qui entraînent inévitablement des pillages et son lot de suppression d'emplois. La vente de l'usine des Sept-Deniers à une société écran en 1995 illustre les pratiques douteuses de Bolloré, afin d'éviter d'affronter directement la CGT, qu'il savait forte et les salariés lors de conflits



sociaux. Les luttes du personnel, avec la CGT, ont été cruciales pour maintenir un temps l'activité industrielle de JOB. Malgré leurs efforts conjugués, l'usine finit par être mis artificiellement en faillite. Le personnel se mobilise, manifeste, et obtient des négociations. Celles-ci aboutissent à la mise en place d'un plan social de 100 millions de francs et à l'incarcération de l'administrateur judiciaire et des dirigeants, que Bolloré avait mis en place, en vendant pour 1 Franc l'usine à des prédateurs qui devaient s'enrichir sur la dépouille de Job.

Mariane Lefevre représentante de l'Association Les Amis de l'Imprimerie au Collectif Job présente les intervenants : de gauche à droite : **Marvel Leroux**, représentant régional d'ATTAC ; **Jean-Pierre Combebiac**, ancien dirigeant de la FILPAC-CGT et Président de l'Association Les Amis de l'Imprimerie et de Job ; **Pierre Guerin**, Libraire indépendant.





En continuant la bataille et en fédérant les associations du quartier, les salariés réussissent à arracher des mains des promoteurs immobiliers le bâtiment Art Déco des Sept-Deniers. Ce symbole de l'entreprise est conservé et le collectif JOB est créé pour en faire un lieu social et culturel. Ce bâtiment est devenu un lieu de mémoire industrielle papetière ouvrière de Toulouse et d'action syndicale CGT gagnante pour que chaque salarié ait une solution sociale et qualifiante à la sortie de la casse industrielle.

Le groupe Bolloré, à travers Vivendi, contrôle aujourd'hui une part significative des médias en France, incluant notamment « Canal + », « CNews », et « Hachette », ce qui lui confère un pouvoir lui permettant d'influencer l'opinion publique, et par la même la politique des gouvernements. Cette concentration est symptomatique d'une tendance mondiale où les milliardaires cherchent à contrôler les médias pour façonner le débat politique, remettant en question la répartition des richesses créées, le pluralisme, et la démocratie. Les oligarques français, dont Bolloré, Drahi, et Niel détiennent une majorité des quotidiens français, chaînes de télévision et radios. Ils consolident ainsi leur pouvoir sur l'information.

Mais la stratégie de Bolloré ne se limite pas qu'à des objectifs financiers. Elle vise, à tra-



vers ses médias, (CNews, Rmc, Canal +...), le secteur de l'Édition (Fayard, Hachette...) et de la distribution du livre (via le réseau Relay) à diffuser ses idées et son idéologie. L'acquisition d'Hachette renforce sa position dans l'édition, lui permettant d'influencer le contenu éducatif en détenant 74 % des éditions scolaires, et de réduire ainsi la liberté pédagogique des enseignants. Le contrôle des instituts de sondage par les mêmes acteurs et la mainmise sur une école privée de journalisme (Bolloré, Drahi) souligne la manipulation de l'opinion publique.

Des réactions et résistances se manifestent tout de même face à cette concentration. Des initiatives comme « Déborder Bolloré » émergent et rassemblent des maisons d'édition indépendantes afin de contrecarrer cette hégémonie médiatique omnipotente. Des librairies indépendantes et les éditeurs cherchent à maintenir une diversité dans le secteur du livre, conscients des risques d'un monopole qui nuirait aux citoyens que nous sommes. Une réforme du paysage médiatique doit garantir une information libre et démocratique, plaidant pour une gouvernance plus inclusive dans les médias. Il est crucial de soutenir ces indépendants et de contrer l'influence croissante de ces milliardaires sur l'information, afin de préserver la démocratie et le pluralisme des idées.



[CONGRÈS DU SILPAC-CGT DE TOULOUSE



Il aura lieu le 27 janvier 2026 à 10h00 à la Bourse du Travail de Toulouse.

Suivie de l'AG de la section retraité à 14h00.

[Des questions nous sont posées

- Comment répondre aux enjeux de société ?
- Quel syndicalisme des retraités et sa coordination avec les actifs pour y répondre ?
- Quelle coordination des syndicats de la Filpac -CGT sur la région ?
- Comment renforcer notre influence et faire adhérer à un syndicalisme revendicatif ?
- Comment construire un rapport de force pour répondre aux besoins sociaux ?

[Etat des lieux

Un paysage syndical stabilisé...
mais affaibli

Les résultats de représentativité 2025 montrent une hiérarchie stable : CFDT en tête, mais en légère baisse, CGT en recul globalement dans les élections de représentation du personnel, alors qu'elle enregistre 45 000 nouveaux adhérents cette année.

Mais cette stabilité masque une dynamique politique plus profonde : l'affaiblissement structurel du syndicalisme.

Indicateurs clés :

- Participation en baisse dans les scrutins professionnels ;
- Érosion de la CGT, historiquement pilier du syndicalisme de lutte ;
- Montée des syndicats de cadres (CFE-CGC), reflet d'une recomposition sociologique du salariat.



Résultat :

- individualisation des rapports sociaux,
- affaiblissement des collectifs de travail,
- fragmentation du salariat (TPE, plateformes, sous-traitance).

Cette situation donne un terrain favorable à la dépolitisation et à la captation idéologique par les acteurs économiques dominants (voir le compte rendu de la conférence sur Bolloré que nous avons animés avec le Collectif JOB).

Constat :

La CGT reste le syndicat le plus identifié à une tradition de conflictualité sociale. Mais son recul affaiblit la capacité du mouvement social à imposer des rapports de force.

[Et pourtant les ATTENTES des JEUNES sont fortes.

Les priorités des jeunes générations vis-à-vis du syndicalisme sont identifiées.

Pour eux, selon un sondage CGT, les trois priorités citées par les jeunes sondés sont :

- l'augmentation des salaires (26 %),
- la garantie d'un accès gratuit à la santé et à l'éducation (23 %)
- un logement digne et abordable (23 %).

« Si l'on ajoute les questions d'accès à un prix de l'énergie abordable (12 %) et à une alimentation

de qualité (16 %), la thématique émergente est celle de la précarité ».

Si 44 % des sondés disent avoir une bonne image de la CGT (4 points de plus que l'ensemble des salariés), 95 % d'entre eux se déclarent sans appartenance syndicale.

« En France, le syndicalisme s'exerce par procuration. Cependant, l'enquête démontre un vivier de syndicalisation potentielle. C'est l'un des objectifs de notre 54^e congrès que nous plaçons sous l'égide de la jeunesse », assure Sophie Binet.

Le centre de gravité du syndicalisme ne doit pas se déplacer vers un modèle plus gestionnaire, moins contestataire, sous la houlette et la « bienveillance » de la social-démocratie et d'une bonne partie du patronat ?

Le contre ça c'est enlever la capacité du pouvoir politique et patronal de piloter le dialogue social pour la remise en cause d'une protection sociale solidaire et collective par un désengagement d'obligations sociales des entreprises. Quant à la progression de la CFE-CGC qui n'est pas anecdotique : elle traduit une transformation profonde du salariat.





Ce que cela révèle de cette situation pour laquelle la CGT doit s'adapter :

- les catégories cadres et techniciens sont en expansion ;
- elles sont souvent moins syndiquées, mais plus sensibles à un syndicalisme « professionnel », centré sur les compétences et la reconnaissance ;
- cela renforce une vision méritocratique et individualisée du travail.

Un constat : ce syndicat CGC est également travaillée en son intérieur par l'extrême droite, concrétisée une forte confrontation actuelle pour en prendre le contrôle.

[Lecture politique

Le syndicalisme se déplace d'où l'importance de développer notre structure UGICT et la nécessité d'avoir la capacité à construire des coalitions inter-catégorielles (ouvriers, employés, précaires, cadres, journalistes).

[Le rôle du Haut Conseil du Dialogue Social

Il est un pilotage étatique renforcé dont l'État joue un rôle central.

Ce que cela signifie :

- le dialogue social est de plus en plus institutionnalisé et éloigné des préoccupations des salariés, proposant des réformes de remises en cause des acquis sociaux ;
- les syndicats qui s'y intègrent se retrouvent dans un cadre où leur autonomie politique est réduite.

Conséquence :

- le danger c'est que le syndicalisme devienne un acteur de gestion et moins un acteur de transformation d'évolution sociale.



[Une crise de légitimité démocratique

La baisse de participation aux élections professionnelles est un signal d'alarme.

Avec pour interprétation politique :

- le salariat ne se reconnaît pas forcément dans les organisations syndicales, préférant déléguer que s'investir dans une force organisée ;
- le syndicalisme ne parvient plus à imposer une alternative face à la financiarisation et à la concentration du capital.

Cela laisse un espace béant pour :

- des discours réactionnaires ;
- des entrepreneurs politiques et autoritaires ;
- des médias valorisant leur orientations idéologiques (comme ceux du groupe Bolloré).

En clair :

- moins de conflictualité organisée sur des axes revendicatifs ;
- plus de contrôle institutionnel ;
- plus de vulnérabilité face aux offensives idéologiques ;
- plus de reculs sociaux.

[La conséquence !!!

Chaque syndiqué et salarié doit donc y réfléchir et y participer.

Alors débattons, décidons, agissons il en va de l'avenir des améliorations de nos conditions sociales et de vie.



Nous préparons de ce fait
le 54^e congrès
confédéral CGT
qui se tiendra début
juin 2026 à Tours.



SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT RAPPORT FINANCIER

[Bilan financier au 31 décembre 2025

COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
Produits		
Cotisations	3 740,00	4 193,00
Cotisation association les amis	2 200,00	
Produits divers		
<i>Produits manifestations</i>		
<i>Ventes</i>		
<i>Produits des locations</i>		
Autres produits		
Produits financiers (intérêts livret)	89,27	89,44
Produits exceptionnels (dons solidarité)		780,00
TOTAL des PRODUITS (A)	6 029,27	5 062,44
Charges		
Achats	2 117,13	658,43
<i>Carburant</i>		
<i>Fournitures et petits matériels (papeterie, ordinateur, imprimante)</i>	2 117,13	658,43
Autres charges externes	1 069,20	1 244,50
<i>Frais d'impression (cartouches imprimante)</i>		169,02
<i>Charges locatives</i>		
<i>Maintenance et entretien</i>		
<i>Assurances</i>		
<i>Abonnements et documentation (vie nouvelle)</i>	663,00	684,50
<i>Cotisations diverses (cotis UFR et rmp)</i>	406,20	390,98
<i>Formations</i>		
Autres services extérieurs	1 058,00	1 001,98
<i>Honoraires</i>		
<i>AG, Congrès, Journées d'étude, Manifestations</i>	426,95	278,14
<i>Déplacements, missions et réceptions</i>	14,00	94,30
<i>Relations publiques</i>		
<i>Frais postaux et télécommunications</i>	439,02	514,17
<i>Services bancaires et assimilés</i>	178,03	115,37
Impôts et taxes		
Charges de personnel		
Autres charges	1 872,31	1 776,29
<i>Reversements Cogetise</i>	1 872,31	1 776,29
<i>Autres charges diverses</i>		
Dotations aux amortissements et provisions		
Charges financières		
Charges exceptionnelles solidarité		1 000,00
TOTAL des CHARGES (B)	6 116,64	5 681,20
RESULTAT (A) - (B)	-87,37	-618,76

Au regard des comptes 2025, le résultat est quasiment en équilibre et a rattrapé le déficit de 2024. D'autre part, grâce à la cotisation de notre association les Amis de l'Imprimerie et de Job nous avons fait l'achat d'un ordinateur portable pour le syndicat.

Le nombre d'adhérents, pour 2025, à jour de leur cotisation est de 35 syndiqués, soit + 1 par rapport à 2024.

Je tiens également à remercier Sandrine Bellin, syndiquée chez les actifs du SILPAC-CGT 31, qui nous assure la réalisation technique de la mise en page et la qualité de notre bulletin.

[Cotisations Syndicales 2025

Concernant la cotisation syndicale de 2025, le bureau syndical propose de ne l'augmenter que de 50 centimes d'€ par mois, comme ces dernières années, ce qui établit une cotisation de :

- **Papier, Labeur, Distribution, Publicité**

12 € par mois (144 €/an)

- **Presse**

14 € par mois (168 €/an)

Cette cotisation bénéficie du remboursement fiscal de 66 %, qui vous est reversé en janvier par l'administration. Ce permet un coût réel de la cotisation pour 144 € est de 49 €/an (4,08 €/mois) et celle de 168 € est de 57 €/an (4,75 €/mois)

Elle comprend l'abonnement à « Vie Nouvelle » qui est de 21 €/an et la Carte Loisirs TLC offrant : réductions et accès au réseau national vacances séjours/ locations et billetteries : cinéma, ski et magasins sport.

Pour info également, sur chaque cotisation syndicale payée, la section reverse 73 % à « Cogetise CGT » qui les reversent aux différentes structures (confédération, fédérations et Unions Départementales).

[Règlement de la cotisation

Le bureau vous recommande de privilégier le Prélèvement Automatique bimestriel ou annuel en nous transmettant simplement un RIB de votre banque (via un mail).

BUDGET 2026: LA TAXE ZUCMAN C'EST... NON!!



[Bureau syndical

L'Assemblée Générale du mardi 30 janvier 2025, avait élu le bureau syndical suivant :

Secrétaire général de la section

..... Bernard MARGRAS.

Secrétaires adjoints

..... Patrick MIR, Bernard LEJEUNE.

Secrétaire à la communication

..... Jacques FILOUSE.

Secrétaire politique financière

..... Jean-Pierre COMBEBIAC.

Secrétaire aide sociale

..... Alain SABADIE.

Membres du bureau

Monique CHERBONNIER,

Daniel CHELLE,

Denise COSTAMAGNA,

Alain DE BERMONT,

José GONZALEZ,

auquel pourrait s'ajouter de nouveaux camarades qui seront proposés pendant l'assemblée.

MOUVEMENTS SOCIAUX 2025

« 2025 : LA COLÈRE PERSISTE, LES LUTTES S'ORGANISENT »



Une année de résistances sociales, malgré l'austérité et la répression.

L'année 2025 a été marquée par des mobilisations nationales unifiées, sauf celle du 5 décembre 2025 et par une multiplication de luttes sectorielles, de résistances locales et d'actions décentralisées. Partout, les salariés, les précaires, les usagers et les collectifs ont refusé de subir en silence les politiques d'austérité, la dégradation des services publics et la précarisation du travail.

[**Le secteur social en première ligne: le Samu social se soulève**

En décembre 2025, six plateformes du Samu Social se mettent en grève.

Les salariés dénoncent :

- des coupes budgétaires massives,
- des licenciements,
- une politique managériale qui détruit le sens du travail.

Cette lutte symbolise l'effondrement programmé du secteur social, sacrifié sur l'autel de l'austérité.

Partout des grèves s'organisent à répétition contre la dégradation des conditions de travail et la sauvegarde de l'emploi.

Les salariés dénoncent :

- des horaires intenable,
- des salaires insuffisants,
- un mépris patronal devenu structurel,
- la désindustrialisation.

Une illustration aussi de la crise profonde concerne les services publics.

[**« Bloquons tout ».**

La rentrée sociale 2025 voit émerger des actions coordonnées sous le mot d'ordre « Bloquons tout » :

- coordination via Telegram,
- actions éclairs,
- revendications mêlant justice sociale, écologie et démocratie.

Cet appel n'a pas mobilisé de façon massive mettant en échec une tentative d'hybridation des luttes : syndicats, collectifs autonomes, associations, écologistes, précaires...



Mais qui a été endiguée en septembre par une grande manifestation intersyndicale sur tout le territoire à l'appel des principaux syndicats avec une CGT très largement majoritaire.

[Pour tenter de limiter la mobilisation, le gouvernement tente de criminaliser les luttes.

Ces actions visant à :

- isoler les luttes,
- justifier la répression,
- diviser les classes populaires.

Face à cela, la solidarité est restée notre meilleure arme.

[Une conflictualité profonde existe : salaires, précarité, démocratie, emploi.

Les mobilisations de 2025 se sont inscrites dans un contexte de :

- pouvoir d'achat en berne,

- précarisation du travail,
- affaiblissement du dialogue social,
- fatigue démocratique,
- crise des services publics.

Les luttes sont peut-être moins visibles qu'en 2023, mais plus enracinées.

Elles expriment une colère durable et une volonté de reprendre prise sur nos vies.

[L'héritage brûlant du mouvement retraites : qui continue de peser.

Même si la grande séquence de 2023 est passée, la réforme des retraites reste un point de fixation majeur en 2025.

On observe qu'à chaque conflit remet la question des retraites sur la table des 37,5 annuités pour le droit à la retraite à 60 ans, avec les arguments qui tournent autour :

- de la pénibilité,
- des carrières longues,





- des fins de carrière impossibles,
- de l'usure professionnelle.
- dans les manifestations les pancartes et slogans rappellent régulièrement « 64 ans, c'est toujours non », « On n'a pas perdu, on n'a pas lâché ».

La réforme des retraites agit comme un traumatisme politique mais aussi comme un levier de remobilisation.

[Les retraités dans la rue : une mobilisation massive et déterminée

En 2025, les retraités ont été particulièrement mobilisés, avec plusieurs journées nationales d'action organisées par les unions syndicales de retraités (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, UNSA).

Leurs revendications portent sur :

- la revalorisation des pensions,
- la défense du pouvoir d'achat,
- l'accès aux soins,
- la lutte contre l'isolement,
- la dénonciation de la réforme des retraites qui fragilise les générations futures.

Les manifestations de retraités ont été marquantes car :

- elles ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans les grandes villes,
- elles ont remis la question du vieillissement digne au cœur du débat public,
- elles ont montré que la colère ne s'éteint pas avec l'âge,
- elles ont démontré les besoins en services publics, hospitaliers, transports...
- elles ont servi de point d'appui pour les mobilisations intergénérationnelles créant des convergences inédites.

Les points noirs de la RETRAITE À POINTS



#1. INCERTITUDE SUR LA VALEUR DU POINT

La pension dépend de la valeur du point au départ à la retraite, qui fluctue.



#2. FIN DES RÉGIMES SPÉCIAUX

Les spécificités (SNCF, RATP, libéraux...) disparaissent.



#3. PRISE EN COMPTE DE TOUTE LA CARRIÈRE

Le calcul tient compte des périodes précaires,



#5. RISQUE D'INDIVIDUALISATION EXCESSIVE

La logique de solidarité et de redistribution s'efface.

#4. COMPLEXITÉ DÉGUISÉE

Les paramètres techniques restent peu transparents.

Malgré une apparence de transparence et d'universalité, la retraite à points introduit une instabilité et une perte de solidarité.



[Conclusion :

2025, une année de résistances qui prépare les victoires de demain

Les mouvements sociaux de 2025 montrent que, malgré la fragmentation et la répression, la conflictualité sociale reste vive.

Les salariés, les précaires, les usagers, continuent de se battre pour :

- des services publics dignes,
- des conditions de travail humaines et digne,
- une société plus juste et plus démocratique.

À nous de renforcer les liens, de syndicaliser, d'unifier les luttes et de construire les mobilisations de 2026.



[AU PARLEMENT : COMPROMIS OU COMPROMISSION.

▶ Paraît qu'il est temps de se poser la question de savoir si nous avons les moyens de financer notre modèle social en l'état!!! ? On parle des services publics, de la protection sociale et du financement du fonctionnement associatif.



[Voyons voir!

- 1- « solidaires finances publiques » évaluée à 80 milliards d'euros « l'évitement illégal » de l'impôt!
- 2- ATTAC France calcule que les baisses cumulées de prélèvements (cotisations, Impôts...) ont atteint de 2018 à 2023 plus de 300 milliards, soit 35 % de la hausse de la dette française!
- 3- La commission d'enquête du sénat estime à plus de 211 milliards d'euros les aides publiques aux entreprises pour l'année 2023!
- 4- ...Alors trop généreux le modèle social français? On comprend la difficulté à trouver les 2 % au titre de la taxe Zucman!

[Refuser les faux compromis, défendre réellement la vie des gens

Le cœur du problème : ne peut que reposer que pour améliorer la vie des salariés et des retraités.

Un compromis n'a de sens que s'il améliore concrètement la vie des gens.

Le syndicalisme CGT l'a toujours pratiqué, mais uniquement lorsqu'un rapport de force permettait d'obtenir des avancées réelles.

Aujourd'hui, certains partis transforment le compromis en objectif, même lorsqu'il entraîne des reculs sociaux. Leur logique : signer pour signer, en justifiant l'insignifiant par « ça aurait pu être pire ».

Le décalage de la réforme des retraites : un trompe l'œil L'amendement voté ne concerne que 10 à 15 % des salariés et n'offre qu'un gain d'un trimestre pour quelques générations. C'est une mesure cosmétique, qui ne remet rien en cause :

- la montée à 64 ans reprendra ensuite ;
- voter cet amendement revient à valider la réforme Borne ;
- les Verts et le PS ont voté pour, le PCF et LFI contre.

[Un budget de la Sécurité Sociale rempli de reculs

Même les rares reculs du gouvernement (pas de gel des pensions, ONDAM relevé) sont annulés par :

- la hausse de la taxe sur les mutuelles (+2,05 %), répercutée sur les assurés, surtout les retraités ;
- l'extension de la tarification à l'acte au médico-social ;
- la limitation absurde des arrêts maladie à un mois, même pour les pathologies longues.

Résultat : baisse du pouvoir d'achat, recul des droits, affaiblissement de la protection sociale.

[Pendant que les budgets d'austérité tombent, les profits explosent.

Le discours sur une France « ruinée » est un mensonge utile aux puissants. Les entreprises du CAC 40 continuent de verser

9^e GOUVERNEMENT MACRON :
LE CORNU DEVRA FAIRE DES COMPROMIS !!



des dividendes massifs, près de 6 milliards en un mois pour seulement 6 entreprises. Cela représente 8 713 € par salarié : de quoi financer salaires, retraites, investissements.

Trois réalités à marteler dans la bataille idéologique

- 1- Les grands groupes pressurent les sous-traitants, provoquant faillites, délocalisations et désindustrialisation.
- 2- Les riches ne sont pas écrasés d'impôts : ils refusent toute réforme fiscale juste et organisent même la fraude.
- 3- L'austérité salariale est une construction idéologique, sans justification économique réelle.

Conclusion : organisation, clarté et combativité

Ne pas se laisser bernier.
Faire connaître la réalité.
Construire le rapport de force.
Renforcer la combativité salariale.
C'est ainsi qu'on pourra renverser la table du bon côté : à gauche.



DÉSINDUSTRIALISATION

URGENCE FACE AU DÉSASTRE

▶ face à l'urgence, l'Etat peut et fait la sourde oreille!

[Industrie: la situation est catastrophique

Près de dix-huit mois après l'alerte qu'elle a lancé sur l'industrie, la CGT a présenté ce 9 décembre la mise à jour de sa liste des plans de suppressions d'emplois en France - et le bilan s'alourdit de jour en jour.



Des centaines de milliers d'emplois menacés Lors de ses états généraux de l'industrie en mai 2024, la CGT lançait l'alerte sur l'effondrement de l'emploi notamment dans l'industrie : 130 plans de suppressions d'emplois depuis septembre 2023. Mise à jour au fur et mesure, la liste noire a depuis été présentée à chaque premier ministre :

- Michel Barnier en septembre 2024, avec 180 plans ;
- François Bayrou en janvier 2025, avec 250 plans ;
- Sébastien Lecornu en septembre 2025, avec plus de 400 plans.

Près de dix-huit mois après la première alerte, 483 plans de suppressions d'emplois ont été recensés, soit 107 562 emplois menacés ou supprimés (dont près de la moitié dans l'industrie). En y ajoutant les emplois indirects et induits (services, commerces proches, sous-traitants...), l'impact négatif serait de 200 à 300 000 emplois depuis septembre 2023. Ce nombre est certainement bien inférieur à la réalité, alors que la Dares comptait 600 plans de suppressions d'emplois pour l'année 2024.

[Premier coupable : la politique de l'offre du gouvernement

Pourtant alerté à de multiples reprises, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour contrer cette hécatombe - au contraire, il poursuit sa politique de l'offre, principale cause de la désindustrialisation du pays :

- il n'a jamais été aussi facile de licencier en France depuis les dernières décennies, avec le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, les ruptures conventionnelles collectives...
- des milliards d'euros d'aides publiques sont distribuées chaque année aux entreprises privées (211 milliards en 2024), sans contrepartie sur l'emploi ou les investissements. C'est le cas de Sanofi, bénéficiaire de plusieurs milliards d'aides, qui a pourtant supprimé près de 12 000 postes en vingt ans ;
- les taux de marges ont augmenté, passant de 28 % en 2015 à 32 % en 2025... pour enrichir les actionnaires : les dividendes ont augmenté de 75 %, trois fois plus que les investissements...
- le prix du travail ne cesse de baisser : deuxième économie d'Europe, la France n'est qu'au sixième rang pour le SMIC ;
- le gouvernement déroule le tapis rouge aux plans-vautours : rachat par des fonds de pensions, abandon des sous-traitants par des sociétés mères...
- le politique est absent (collectivités, État) quand une entreprise va mal et qu'il faut trouver une solution.



[Une urgence à l'échelle planétaire

À l'heure où les tensions géopolitiques s'exacerbent à l'international (guerre commerciale) lancée par les États-Unis de Donald Trump, conflits qui se multiplient), la relocalisation de la production – notamment industrielle – devient plus que jamais un enjeu stratégique. Pourtant, des productions pharmaceutiques sont désormais externalisées, et la balance commerciale de la France sur le marché alimentaire est devenue négative pour la première fois de son histoire.

Alors que la crise climatique s'aggrave chaque année, multipliant incendies, catastrophes naturelles et conséquences désastreuses pour les travailleurs et les populations, il devient urgent de relocaliser les productions pour limiter l'empreinte carbone de l'industrie, tant sur les transports que sur les conditions environnementales de production.

En poursuivant dans la direction actuelle, l'industrie va droit dans le mur, économiquement, socialement et écologiquement.

[SOLIDARITÉ AVEC NOS CAMARADES DES PAPÈTERIES CONDAT (PÉRIGUEUX)

► **Le 10 décembre 2025 sur le site de Condat, en présence de nombreux syndicats Filpac CGT d'industries en Aquitaine et notamment du secrétaire général de la Filpac CGT.**

L'ensemble des délégations syndicales présentes a pris connaissance des initiatives engagées par la Fédération pour obtenir le maintien d'une activité industrielle pérenne sur le site de la Papeterie de Condat et la sauvegarde de l'ensemble des emplois. Les syndicats réunis ont décidé d'informer leurs bases dès ce mois de décembre afin qu'elles se tiennent prêtes à monter en nombre à Bordeaux le 14 janvier 2026, date à

laquelle le tribunal de Bordeaux rendra sa décision sur la validation d'un projet de reprise, qui devra être présenté au plus tard le 23 décembre 2025.

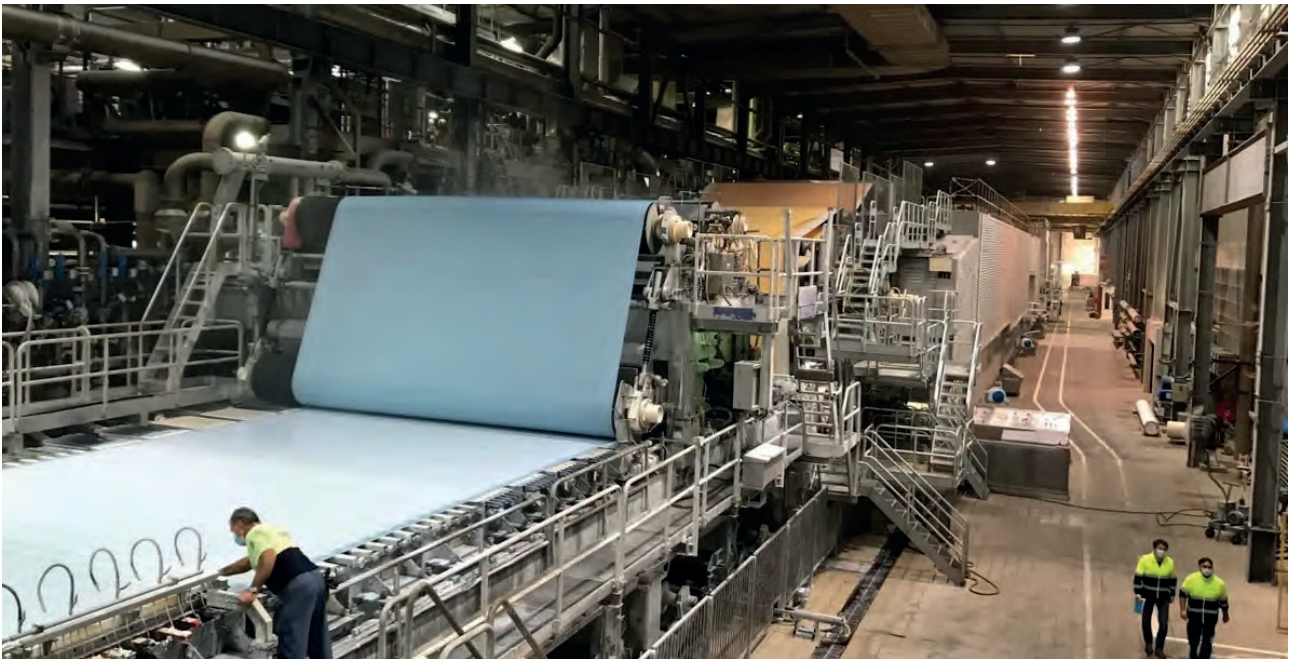
Nous serons réunis pour célébrer une bonne nouvelle.

L'échec de toute reprise ne serait pas entendable.

[LA PAPETERIE DE CONDAT VIVRA.

Quel que soit le projet retenu (SCIC ou autre montage) l'association devra y être pleinement associée.

Reprendre une entreprise industrielle nécessite l'adhésion des salariés, seuls détenteurs des compétences, des savoir-faire et de l'exigence de qualité indispensables à une production



durable. Condat retrouvera le prestige de ses capacités industrielles. Ses clients et futurs clients pourront être aussi moteur de ce projet qui doit rester sur ce territoire.

Il a également été pris acte du nombre croissant et significatif de salariés, de citoyens, d'élus et de collectivités territoriales ayant décidé d'adhérer à l'association CONDAT PAPERS.

Cette association est apparue indispensable pour préparer la création d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), mise au service de l'intérêt général, du territoire et de l'emploi. Les fondateurs de l'association entendent porter et préparer concrètement les projets d'avenir du site. L'association de préfiguration rassemble l'ensemble des travailleurs du site de Condat, qu'ils soient employés par le propriétaire actuel ou par les entreprises sous-traitantes, autour d'objectifs sociaux, industriels, économiques et environnementaux.

Par cette initiative, les salariés, l'association et la Filpac CGT ont déjà renversé une logique mortifère, là où certains n'avaient pour horizon que la fermeture du site et de nouveaux licenciements massifs.

La Filpac CGT démontre, une fois de plus, son sérieux et sa crédibilité. Le rendez-vous de Bercy du 29 octobre dernier en a apporté la preuve. Face aux représentants du ministère et au délégué interministériel, la délégation Filpac CGT, composée d'élus fédéraux et de représentants du personnel de Condat, a défendu point par point le projet de SCIC, un projet où les travailleurs ne sont plus des variables d'ajustement mais les acteurs de leur avenir.

Depuis la création de l'association, des repreneurs se sont fait connaître, preuve que le travail mené collectivement ouvre des perspectives réelles.

Force est de constater cependant que toutes les organisations syndicales ne s'investissent pas de la même manière dans la construction d'un projet industriel d'avenir, certaines privilégiant exclusivement une logique d'accompagnement des départs. Pas la CGT!

Manifestons en nombre, le 14 janvier à Bordeaux, ce qui ne pourra être que le maintien de près de 200 emplois à la Papeterie de Condat.

Condat vivra.



SYNDICAT CGT

FIBRE EXCELLENCE



INFORMATION DU COMITÉ DE GROUPE ET SITUATION USINE

Pour rappel : un litige oppose EDF aux industriels producteurs d'électricité, comme le groupe Fibre Excellence. Le contexte économique mondial en 2025 est marqué par l'incertitude, avec notamment la guerre commerciale poursuivie par l'administration américaine. L'exercice 2025 est un exercice de nette dégradation pour le groupe.

Tensions sur l'approvisionnement en bois, prix de la pâte en chute libre, affaiblissement du Dollar face à l'Euro, qui devrait se poursuivre en 2026.

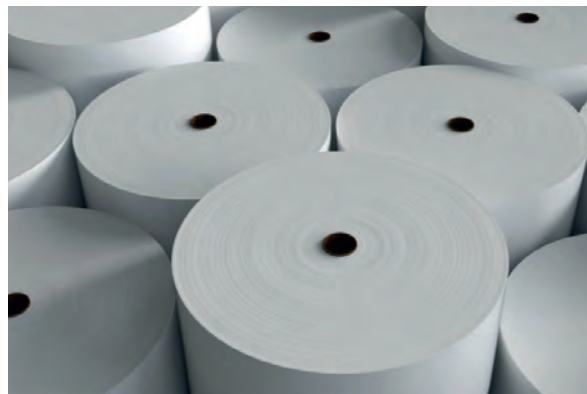
Il est urgent que la distorsion de marché sur l'électricité soit levée, d'autant que l'actionnaire ne financera pas les pertes opérationnelles du groupe en 2026.

Le groupe a demandé à l'État un report des crédits dans l'attente des négociations avec l'État.

Il faut une renégociation du CRE, en prenant le tarif de Gardanne en référence : 250 € le MWh, c'est vital.

Sans retournement macro-économique en 2026, la situation financière du groupe représente une menace pour la pérennité de l'exploitation.

Les discussions auprès de l'État ont commencé pour obtenir un prix d'achat d'électricité équivalent à Gardanne et pour



trouver une solution sur l'approvisionnement bois. Seule notre performance industrielle nous permet de survivre.

Les élus de Tarascon et Saint-Gaudens vont prendre contact avec Bercy, le ministère du travail et la filière bois comme nous l'avons fait en 2020 pour expliquer notre situation et demander à l'État de nous racheter l'électricité au même prix que Gardanne pour sauver nos emplois. La Filpac CGT est mobilisée et participe aux négociations sur la Chapelle Darblay qui a obtenu une aide de l'État à hauteur 50 M€. La Filpac CGT a demandé un rdv à Bercy ce matin. Il est urgent que la distorsion de marché sur l'électricité soit levée, d'autant que l'actionnaire ne financera pas les pertes opérationnelles du groupe en 2026.

C'est frustrant d'avoir une performance industrielle et de ne pas avoir notre avenir entre les mains. Nous l'avons signalé au comité de groupe et nous allons nous battre pour nos emplois.

28 novembre 2025

COLÈRE DANS LA PRESSE ÉCRITE PAPIER

► **La presse écrite du sud de la France menacée d'extinction par des choix industriels au rabais!**

La presse écrite du Sud de la France est en danger. Le projet ambitieux, équitable et structurant pour l'avenir de nos journaux (La Provence, Nice-Matin, Var-Matin, Monaco-Matin, La Marseillaise) est aujourd'hui brutalement piétiné.

Ce projet, fruit de longues discussions et de compromis difficiles, prévoyait la création d'un centre d'impression commun dans le Var, à équidistance des deux zones de diffusion. Un centre moderne, performant, capable de

produire quotidiennement l'ensemble des éditions des titres des deux groupes, dans des délais raisonnables et à des distances garantissant la couverture des zones de diffusion respectives. Ce projet d'avenir permettait de préserver les titres, les emplois, et la qualité de l'information régionale. Du côté social, les organisations syndicales, majoritairement la CGT, avaient consenti dans un cadre de discussions qui paraissait transparent et loyal, des efforts conséquents afin d'éviter des licenciements secs et de préserver un maximum de postes de travail. D'ailleurs, un accord de méthode a été signé dans ce sens le 14 novembre 2023.





Mais les actionnaires (Rodolphe Saadé pour La Provence, Xavier Niel pour Nice-Matin) ont décidé unilatéralement de tout faire voler en éclat en cessant toutes discussions depuis le 5 février dernier et en rachetant la SCOP SMP, coopérative de salariés située à Vitrolles, sur le site de Méditerranée Offset Presse.

C'est une véritable trahison! Un mépris flagrant des engagements pris en faveur des salariés et des lecteurs de ces deux titres mythiques! C'est une remise en cause de l'ensemble des investissements industriels promis.

Tout cela au profit d'une entreprise au bord de la faillite et d'un site industriel vieillissant et mal entretenu.

Ce passage en force est un signal extrêmement inquiétant pour l'avenir de la presse régionale : que valent les engagements de l'Alliance, lorsque les promesses les plus fondamentales sont piétinées par les patrons de la presse en régions?

Les syndicats et les salariés de La Provence et Nice-Matin n'acceptent pas cette dérive. Ils dénoncent l'opacité des décisions, le cynisme des actionnaires et l'abandon des valeurs de dialogue et de respect qui ont toujours eu cours dans notre profession. Ils exigent immédiatement :

- la reprise immédiate des discussions dans le cadre clair défini dans l'accord du 14 novembre 2024 ;

- la transparence totale sur les intentions industrielles et sociales des actionnaires des deux groupes de presse ;
- un engagement réel pour un projet ambitieux, équilibré, et socialement juste.

L'avenir de la presse écrite dans le sud de la France ne peut pas être dicté par des décisions opaques et brutales. Il mérite mieux! Il mérite une vision respectueuse, partagée par les femmes et les hommes qui font vivre cette presse au quotidien. Les lecteurs aussi méritent mieux.

**LA CGT NE SE TAIRA PAS!
ELLE N'ACCEPTERA PAS
DE SUBIR LE FAIT ACCOMPLI.
ELLE EXIGE DES RÉPONSES,
DES GARANTIES ET
DU RESPECT.**

Dans le cas contraire, elle mettra tout en œuvre pour se faire entendre et appelle d'ores et déjà ses adhérents, ainsi que l'ensemble des salariés concernés, à répondre à tout mot d'ordre d'action de notre organisation syndicale.



Mai 2025

INTERPELLATION DES RETRAITÉS

LETTRE OUVERTE AU MEDEF

► **Les 8 organisations de retraité-es interpellent le MEDEF sur leur pouvoir d'achat.**

Monsieur le Président du MEDEF,
Mesdames et Messieurs
les représentants du
monde économique,

Nous, les 8 organisations
de retraité-es (G8), vous
adressons cette lettre ouverte
avec gravité et espoir.
Gravité, car notre situation
économique devient de plus
en plus précaire. Espoir, car
nous croyons encore à la
responsabilité sociale des
entreprises et à leur capacité
d'agir pour le bien commun.

Alors que les débats sur le pouvoir d'achat agitent le pays, une catégorie reste trop souvent oubliée : les retraité-es. Nous, anciens salariés, ouvriers, employés, cadres, artisans, commerçants, avons contribué à la

richesse de la France et des entreprises.

Pourtant, aujourd'hui, nous sommes nombreux à vivre avec des pensions insuffisantes, parfois indignes, dans un contexte d'inflation qui ne cesse de rogner notre quotidien.





Cette situation n'est pas le fruit du hasard, elle est le fruit d'un modèle économique qui a longtemps privilégié la compression salariale au nom de la compétitivité. Elle est le résultat de décennies de politiques salariales qui ont maintenu des millions de travailleurs à bas salaires. Or, de faibles salaires produisent mécaniquement de faibles retraites.

Le monde économique, que vous représentez, porte une part de responsabilité dans cette paupérisation. Les entreprises ont comprimé les rémunérations, externalisé les emplois, précarisé les carrières. Et aujourd'hui, les conséquences se font sentir jusque dans nos foyers.

Nous dénonçons également votre décision récente de ne revaloriser les pensions AGIRC-ARRCO que de 0,2 point, une proposition jugée inacceptable par les organisations syndicales et finalement rejetée. En conséquence, il n'y aura aucune revalorisation des retraites complémentaires en novembre, malgré une inflation persistante.

Nous observons aussi, avec colère, que les entreprises bénéficient chaque année de milliards d'euros d'aides publiques. Pourtant, nombre d'entre elles délocalisent, automatisent et précarisent l'emploi, sans contrepartie sociale réelle. Cette logique contribue à la paupérisation des retraité·e·s et affaiblit la solidarité intergénérationnelle.

BUDGET: SUSPENSION DE LA RÉFORME DES RETRAITES...



Nous appelons à une revalorisation immédiate des pensions de 10 %, à une politique salariale plus juste pour les générations actuelles et futures, et à une prise de responsabilité du patronat dans la crise sociale que traverse notre pays.

Il est temps que le MEDEF entende notre colère et notre détermination.



RÉPRESSION SYNDICALE TOUS AZIMUTS

► L'usage d'une expression populaire peut désormais valoir une mise en examen.

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, en a fait les frais en fin d'année dernière. Pourtant, par la phrase « Les rats quittent le navire », elle ne décrivait qu'une réalité : les menaces de délocalisations par les grands patrons, prêts à tout pour augmenter leurs profits.

Ce n'est évidemment qu'un prétexte, et cette procédure bâillon est une pierre de plus dans la vaste stratégie d'intimidation contre celles et ceux qui défendent l'intérêt des travailleur·ses dans les entreprises :

- cinq dirigeant·es confédéraux·les sont ou ont été visé·es par une procédure judiciaire depuis 2023 ;

- des centaines de militant·es inquiet·es (voire harcelé·es ou réprimé·es) chaque jour dans le cadre de leur activité syndicale ;
- l'extrême-droitisation de la société, et en particulier du grand patronat, amplifie grandement le phénomène.

Ça ne peut plus durer

Les libertés syndicales demeurent un pilier indispensable de la démocratie et du progrès social – elles doivent être protégées et renforcées.

La CGT ouvre sa campagne de défense des libertés syndicales par un grand meeting le 4 février 2026, animé par Guillaume Meurice en partenariat avec Radio Nova, au siège de la CGT.

Objectif : mettre en évidence l'ampleur des répression et discriminations syndicales, mais aussi et surtout mettre en lumière les propositions, les actions et les alliances nécessaires pour protéger les libertés syndicales.

C'est tou·tes ensemble que nous défendrons nos droits.



AU CŒUR DU
LANGUEDOC-ROUSSILLON



DÉCOUVREZ LE

Camping Le Navarre

à VIAS-PLAGE (HÉRAULT)

www.campinglenavarre.com

78 mobile homes



68 emplacements de camping,
piscine, aire de jeux, activités



CAMPING ★★★
Le Navarre

534, avenue de la Méditerranée
34450 Vias Plage / Hérault, Languedoc-Roussillon
Tél. : +33 (0)4 67 21 64 05

acas

Association pour la coordination
des activités sociales et culturelles
des travailleurs des industries du livre,
du papier et de la communication

L'action de l'ACAS
est soutenue par la

filpac cgt

Le livre,
le papier et
la communication

CAMPING LE NAVARRE

► L'histoire

A la fin des années soixante, le Comité d'Entreprise des Papeteries de Navarre, dans la Loire, décide d'acheter un terrain à Vias dans l'Hérault, pour y créer un camping : Le Camping Le Navarre. Deux autres comités d'entreprises participeront à l'extension de cet établissement initial : Les Papeteries de Lancey et La Chapelle Darblay.

En 1998, devant les difficultés d'administration de l'établissement, répartie entre les trois comités d'entreprise, il est décidé, en accord et avec le soutien actif de la Filpac CGT, de créer une structure chargée de mutualiser les diverses propriétés des CE relevant de la Filpac en s'appuyant sur l'existant : le Navarre.

Cette structure prend le nom d'ACAS (Association pour la Coordination des actions sociales et culturelles des travailleurs du livre, du papier et de la communication). L'association ayant racheté le terrain au prix du marché à l'aide d'un emprunt (pour préserver l'investissement initial des CE des entreprises propriétaires), elle en est aujourd'hui l'intégral propriétaire avec un budget à l'équilibre.

En s'appuyant sur l'action des syndicats du papier, de la presse et de leurs militants, le

camping a été entièrement modernisé ces dernières années. L'acquisition de mobile homes, la construction d'une piscine ont permis à ce camping de se positionner avantageusement sur le même segment économique que les campings « marchands » de Vias, deuxième station balnéaire de l'Hérault.

Notre but, est la mise à disposition de tous les vacanciers et des salariés issus prioritairement des CSE et syndiques de la Filpac, d'installations modernes, à des prix plus bas et maîtrisés que les campings concurrents du secteur et de leur permettre de passer d'agréables vacances au cœur de la deuxième station balnéaire de l'Hérault.

[Le camping Le Navarre, c'est :

- 78 mobiles homes dont :
 - des 6 places confort (avec clim et tv) ou standard
 - des 4 places confort (avec clim et tv) ou standard ;
- et 68 emplacements de camping.



Camping le Navarre

534 Avenue de la Méditerranée - 34450 VIAS

Mail : campinglenavarre@gmail.com

Site : www.campinglenavarre.com

Tel : 04.67.21.64.05

Adhérents de TLC Occitanie :
10% de remise sur les locations.
Présentation de la Carte Loisirs 2026
obligatoire le jour de l'arrivée.

NE PAS FÊTER SUR LA VOIE PUBLIQUE

TARIFS PARTICULIERS 2026

Ouverture du 04/04 au 19/09

LOCATION MOBIL-HOME (DRAPS ET LINGE DE TOILETTE NON FOURNIS)

Les arrivées se font à partir de 15h30 - Locations du samedi au samedi uniquement en haute saison

PREVOIR CAUTION DE 200€ Alèses jetables OFFERTES Taxe de séjour : selon taxe en vigueur / adulte / nuit Gamme CONFORT* : Climatisation et TV	4 Places 2 chambres	4 places 2 chambres (MH+10 ans)	4 places 2 chambres CONFORT*	6 places 2 chambres	PMR 6 places 2 chambres CONFORT*	6 places 3 chambres	6 places 3 chambres CONFORT*
Du 04 avril au 02 mai	190€	150€	240€	210€	260€	280€	330€
Du 02 mai au 13 juin	290€	150€	340€	310€	360€	380€	430€
Du 13 juin au 04 juillet	440€	200€	490€	460€	510€	530€	580€
Du 04 juillet au 29 août	700€	650€	860€	800€	890€	940€	990€
Du 29 août au 19 septembre	300€	210€	350€	330€	370€	390€	440€

EMPLACEMENTS CAMPING (TENTES, CARAVANES ET CAMPING-CAR)

Prévoir adaptateur P17 Taxe de séjour : selon taxe en vigueur /adulte / jour Location journalière avec électricité 10 Ampères	BASSE SAISON 04/04 - 04/07 29/08 - 19/09	HAUTE SAISON 04/07 - 29/08
Emplacement 1 ou 2 personnes	27€	34€
Emplacement 3 personnes	29€	37€
Emplacement 4 personnes	31€	40€
Emplacement 5 personnes	33€	44€
Emplacement 6 personnes	35€	46€

**OFFRE
LIMITÉE**

**50%
OFF**

POUR TOUTE LOCATION ENTRE LE
04/07 ET LE 25/07/2026
(Sauf gamme CONFORT)

1 SEMAINE ACHETÉE

=
LA 2ÈME A 50%

(offre non cumulable avec autres promotions)

OFFRES WEEK-END (2 nuits min)

Basse saison uniquement

MH Standard 4 pl.	MH CONFORT* 4 pl.
2 nuits : 110€	2 nuits : 140€
3 nuits : 130€	3 nuits : 160€
4 nuits : 140€	4 nuits : 170€
MH Standard 6 pl.	MH CONFORT* 6 pl.
2 nuits : 130€	2 nuits : 160€
3 nuits : 150€	3 nuits : 180€
4 nuits : 160€	4 nuits : 190€

Au-delà de 4 nuits : semaine facturée

PRESTATIONS LINEAIRE CAMPING (OUVERTURE - FERMETURE)

Emplacement 6 personnes :	2500€
<small>En sus : électricité au rétel - taxes de séjour (- 18 ans)</small>	
Forfait animal (maxi 2 chiens, hors chiens cat 1 et 2) :	80€
Garage mort (fermeture - Ouverture) :	170€

AUTRES PRESTATIONS

Chien (Max 2 hors chiens Cat 1 et 2)	4€ / jour
Adaptateur P17 (pour bornes élec)	15€
Alèses jetables couchage	OFFERT

SERVICE OFFERT (contre caution)

Prêt lit bébé - chaise haute (selon disponibilités)

N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER !!!!

Pour tout séjour de groupe (centre de loisirs, regroupements sportifs, Bike Week...) nous proposons des tarifs avantageux!!

Les CE sont également les bienvenus

PROMOTIONS MOBILHOME

Du 02/05 au 04/07 et du 29/08 au 19/09

4 Semaines (uniquement du 02/05 au 04/07)	2 Semaines (sur toute la basse saison)	3 semaines
4 places : : 900€	- 20% sur tarif location	4 places : : 750€
4 places CONFORT* : 980€		4 places CONFORT* : 820€
6 places : : 950€		6 places : : 850€
6 places CONFORT* : 1020€	- 20% sur tarif location	6 places CONFORT* : 920€



Situation

Le camping Le Navarre est situé à Vias Plage dans le golfe du Lion, entre Sète et Béziers, à 10 km du Cap d'Agde, à 60 km de Montpellier et proche du Canal du Midi.

Dans un cadre et une ambiance familiale, le camping, ouvert à tous est situé à 800 m des plages de sable fin. A proximité des commerces et du centre-ville.

Services

- Piscine et pataugeoire (non chauffées),
- Snack/Bar,
- Ping pong / Home ball,
- équipements jeux enfants : trampoline,
- dépôt de pain en haute saison,
- composteurs, récupérateurs d'eau



Animations

Dans une ambiance conviviale, de nombreuses animations et diverses soirées à thème vous seront proposées durant la saison.

Le club enfant accueille les plus petits durant juillet et août.

[L'ACAS

L'ACAS (Association pour la Coordination des actions sociales et culturelles des travailleurs du livre, du papier et de la communication) c'est 5 salariés en CDI dont 4 à temps plein. C'est aussi, d'avril à septembre, 2 salariés supplémentaires en CDD titulaires, et au plus fort de la saison (de mi-juin à mi-septembre) 5 CDD saisonniers. Organisation directement issue de la CGT, le respect de la convention collective du Tourisme Social est primordial pour ses membres. L'ACAS est la démonstration qu'une entreprise peut fonctionner sans rémunérer d'actionnaire.

Le conseil d'administration:

Depuis ses débuts, la Fédération soutient l'action de l'ACAS. Le conseil d'administration est piloté par des syndicalistes issus de la Filpac. Validant les décisions du conseil d'administration de l'ACAS depuis 1998, la Filpac laisse l'autonomie de gestion à l'association. Les adhérents de l'ACAS siègent au conseil d'administration. Des administrateurs représentant les propriétaires de mobile homes privés et les campeurs complètent le CA. Le CA se réunit 3 fois par an, (en mars, avant la saison et en novembre) pour examiner la fin de saison et préparer les investissements de l'année suivantes.

L'ACAS, Association du tourisme social, s'inscrit pleinement dans les mouvements d'éducation populaire et d'économie sociale

et solidaire (ESS) et favorise le développement local.

Le tourisme social et solidaire se veut soucieux de l'impact économique et environnemental qu'il occasionne sur les territoires d'accueil.

En séjournant au camping Le Navarre, vous participez à un tourisme équitable qui, contrairement au tourisme marchand ne rémunère pas les actionnaires mais œuvre à un tourisme humaniste, vecteur de lien et de mixité entre les populations touristiques et locales et un tourisme soucieux de son empreinte écologique qui protège l'environnement local.

Philippe Moitry
Administrateur de l'ACAS

PS : grâce à l'adhésion du SILPAC-CGT 31, toute réservation passée par le bureau toulousain de TLC Occitanie vous permet de bénéficier de 10 % de réduction. Notre association Les Amis de l'Imprimerie et de JOB, dans le cadre de ses oeuvres sociales, octroie 20% supplémentaire après présentation de la facture.

TLC OCCITANIE : COMMENT UTILISER VOS CARTES D'ADHÉRENT ?

► **Le prestataire (Chronostart) charge par TLC Occitanie de générer les Cartes Loisirs 2026 va vous adresser un mail avec comme pièce jointe votre Carte Loisirs 2026.**

Si après avoir vérifié vos courriers indésirables et spams, vous n'avez rien reçu, merci de bien vouloir nous en informer afin que l'on puisse remédier à ce désagrément.

Une fois téléchargé ou imprimé votre Carte Loisirs 2026, selon les prestataires, il vous suffira :

- soit de présenter votre Carte Loisirs 2026 pour bénéficier de réduction (billetterie ou séjours);
- soit de commander (après leur avoir

communiqué votre numéro de carte 2026) billetterie ou séjours à tarifs réduits à TLC Occitanie ;

- soit après avoir créé votre espace adhérent 2026 sur le site de TLC Occitanie (connexion) : <https://www.tlcoccitanie.com> commander et acheter en ligne à tarifs réduits billetterie et séjours.

Attention: si en 2025 vous avez créé votre compte sur le site de TLC Occitanie, celui-ci reste actif jusqu'au 31 janvier 2026. Vous ne pourrez recréer votre compte 2026 (avec votre numéro d'adhérent 2026), qu'à partir du 1^{er} février 2026.

Restant à votre disposition pour de plus amples renseignements.

Philippe Moitry
Président délégué de TLC Occitanie





Association
de

Tourisme Social de la CGT!

- Une association de Tourisme de proximité à votre écoute
- La mutualisation des activités pour **un Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins: **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **tarifs préférentiels**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.
- Locations, villages vacances: **aux tarifs collectivités**
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **à tarifs réduits**
- Réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**

<https://tlcoccitanie.com>

en Occitanie

Nîmes

Toulouse

Tél. 0466672920

Tél. 0561298329